



PACTUM

Document d'orientation sur les réformes politiques dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales au niveau universitaire

Programme Erasmus+

**Action clé 2 "Renforcement des capacités de l'enseignement
supérieur".**

Convention de subvention: 618888-EPP-1-2020-1-IT-EPPKA2-CBHE-JP



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Disclaimer: The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Informations sur le projet

Acronyme	PACTUM
Nom du projet	Projecting Academic Capacities with Tunisian Universities through Master courses
Projet No	618888-EPP-1-2020-1-IT-EPPKA2-CBHE-JP
Programme	EPPKA2 - Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques
Action	CBHE-JP - Renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur - Projets conjoints
Coordinateur	Université de Siene
Date de début du projet	15/01/2021
Durée du projet	36 mois

Fiche de contrôle des documents et classification

Titre	Document d'orientation sur les réformes politiques dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales au niveau universitaire
Lot de travail	WP1
Numéro du livrable :	1.3
Partenaires	Tous les partenaires
Responsable du livrable:	UNIMED Silvia Marchionne Paola Romano
Ebauche	
Final	
Confidentialité	





Restreint	
Publique	

Introduction

Depuis la Révolution du Jasmin de 2010-2011, la Tunisie a connu de grands changements structurels. Les principaux défis découlent d'une croissance économique qui n'est toujours pas en mesure de faire face à des taux de chômage importants (en particulier chez les jeunes), aux disparités régionales et à un scénario économique mondial qui se dégrade. Des décennies d'autoritarisme ont certainement limité la capacité de la Tunisie à moderniser et à développer son système d'enseignement supérieur. Cela est particulièrement vrai dans les domaines des sciences humaines, notamment les sciences sociales, politiques et comportementales qui sont souvent considérées comme dangereuses par les autocrates et leurs entourages. L'idée que la sociologie, les sciences politiques et les relations internationales pourraient exposer le caractère antidémocratique flagrant du régime, devenant ainsi des bastions de la résistance anti-régime, a conseillé à l'autocratie tunisienne de saper ces disciplines. Plus de dix ans après la chute du régime de Ben Ali, il est urgent d'aborder et de surmonter ces problèmes.

Dans ce contexte, il est important de noter que les départements de sciences sociales sont, après tout, présents dans presque toutes les universités tunisiennes. Dans de nombreux cas, on pourrait affirmer que des milliers d'étudiants sont inscrits aux cours proposés par ces départements. Les programmes d'études en sciences sociales, politiques et comportementales ont toutefois tendance à se concentrer essentiellement sur les études juridiques et l'histoire. Pendant la durée du projet PACTUM, les partenaires universitaires tunisiens ont souligné trois aspects importants : les sciences politiques, les relations internationales et les sciences administratives sont fortement sous-représentées dans l'offre universitaire en sciences sociales, politiques et comportementales en Tunisie, en particulier en ce qui concerne les diplômes de maste.





À propos du projet PACTUM

PACTUM est un projet de renforcement des capacités visant à développer un programme de haute qualité, multidisciplinaire et stimulant en sciences sociales, politiques et comportementales. Le pays cible de ce projet est la Tunisie, un partenaire clé pour les institutions d'enseignement supérieur de l'Union européenne. Les universités tunisiennes ont récemment subi une transformation remarquable, liée et complémentaire aux processus de modernisation et de démocratisation du système politique. La coopération universitaire dans un domaine délicat et en évolution rapide comme celui des sciences sociales - et en particulier les disciplines qui sont au cœur de la formation des futures classes dirigeantes et des hauts fonctionnaires - est un test crucial pour la coopération future entre les EES tunisiens et les EES européens qui s'engagent dans des activités de renforcement des capacités.

Le projet PACTUM vise à partager les meilleures pratiques et connaissances dans le domaine des sciences sociales, avec un accent particulier sur la modernisation, la durabilité et l'internationalisation du système d'enseignement supérieur en Tunisie. Les objectifs du projet convergent vers le besoin crucial de stimuler l'impact positif sur les étudiants et l'enrichissement mutuel entre les universitaires européens et tunisiens.

Les principaux résultats de PACTUM seront un programme de master intégré et une série de cinq écoles d'été consacrées à la durabilité, à la bonne gouvernance et à l'administration publique, aux théories démocratiques et à la participation dans la région méditerranéenne. Toutes ces activités se dérouleront dans cinq universités tunisiennes et impliqueront trois universités européennes (Université de Sienne, Université de Montpellier, Université de Grenade et UNIMED).

Les **objectifs spécifiques** de PACTUM sont les suivants:

- L'organisation d'écoles d'été en synergie avec le cours de master afin de mettre en place des activités d'enseignement pour les étudiants, les fonctionnaires, le personnel universitaire et le grand public.



- La création d'un master post-lauréat en sciences sociales, politiques et comportementales.
- Mettre en œuvre des actions de renforcement des capacités pour les enseignants, les chercheurs, les techniciens et le personnel administratif des EES Partenaires de la Tunisie.
- Engager les parties prenantes dans l'élargissement des groupes cibles et l'amélioration des possibilités d'emploi pour les étudiants en master..

Partenaires du projet

- Université de Sienne, Italie (coordinateur)
- Université de Carthage, Tunisie
- Université de Sfax, Tunisie
- Université de Sousse, Tunisie
- Université de Tunis El Manar, Tunisie
- Université de Kairouan, Tunisie
- Université de Grenade, Espagne
- UNIMED - Union des Universités de la Méditerranée, Italie
- Université de Montpellier, France
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Tunisie

En savoir plus

<https://pactum-project.eu/>

Contexte et historique

Malgré les progrès importants réalisés, la Tunisie reste confrontée à des défis considérables liés à la faiblesse de la création d'emplois, au taux de chômage élevé et aux conditions financières macroéconomiques. Comme la plupart des pays du Maghreb, la Tunisie doit créer des opportunités économiques à une échelle suffisante pour absorber le nombre croissant de jeunes.





Le taux de chômage élevé des diplômés (atteignant 16,2 % au premier trimestre 2023¹) a également été noté, indiquant une inadéquation des qualifications qui ne correspondent pas aux besoins des entreprises et la faiblesse de la capacité d'absorption de l'enseignement supérieur et du secteur public.

Comme le souligne l'Union des diplômés chômeurs (UDC), le système éducatif en Tunisie "s'est orienté vers la réussite des étudiants aux examens finaux au lieu de se concentrer sur les compétences et les connaissances nécessaires pour le marché du travail". En créant un programme de master innovant, hautement compétitif et novateur en sciences sociales, politiques et comportementales, le projet PACTUM pourrait contribuer à mieux équiper les étudiants en aptitudes et en compétences en augmentant leurs chances de trouver un emploi satisfaisant.

Il s'agit là d'un élément important pour renforcer la stabilité du pays et asseoir la démocratie dans le sillage du soulèvement arabe de 2010-2011. En effet, c'est précisément le fait que l'instauration de la démocratie ne se soit pas accompagnée d'une réelle amélioration des conditions de vie de centaines de milliers de jeunes Tunisiens qui a engendré frustration, protestations récurrentes et désordres sociaux dans la période post-Ben Ali (Feltrin 2018). En outre, un autre défi majeur que doit relever le pays nord-africain est la qualité de la bureaucratie. Une fois les indices de "Qualité de la bureaucratie" et de "Contrôle de la corruption" combinés, la Tunisie se situe réellement en bas du classement parmi les démocraties libérales. Selon les données fournies par l'International Country Risk Guide (ICRG), aucun système démocratique entièrement libéral ne fait moins bien que la Tunisie à cet égard. Cette situation est problématique pour plusieurs raisons. Contrairement aux systèmes autoritaires, la légitimité joue un rôle crucial dans les démocraties. Comme le montre Gilley (2006), la légitimité ne peut être réduite à des conditions socio-économiques fixes ou à la démocratie en tant que principe. Au contraire, la bonne gouvernance, les droits démocratiques et les gains de bien-être constituent les déterminants les plus solides de la légitimité. Il est évident que des bureaucraties qui fonctionnent mal ou qui sont politisées risquent de constituer un obstacle sérieux à la réussite

¹ Belgacem, A., & Vacher, J. (2023). Why Is Tunisia's Unemployment So High? Evidence From Policy Factors, Working paper, International Monetary Fund



des réformes économiques, politiques et sociales. De même, la fourniture de biens publics dans de telles situations peut devenir extrêmement opportuniste, favorisant certains secteurs spécifiques - en termes de classe, de région, de religion, de tribu ou d'ethnie - et discriminant d'autres parties, empêchant l'acceptation tacite du système par ces dernières (Cornell et Lapuente 2014). La légitimité est également étroitement liée à la stabilité démocratique. Comme le soulignent Andersen et autres (2014), la capacité à mettre en œuvre des politiques est ce qui compte le plus pour les démocraties. De mauvais résultats économiques et une mauvaise répartition des richesses peuvent accroître l'instabilité des régimes démocratiques. Plus grave encore, une administration publique politisée augmente les chances d'une résurgence autoritaire à moyen ou long terme. Selon Cornell et Lapuente (2014), il s'agit du produit d'une polarisation indirecte de la société. C'est en effet la présence d'une chaîne de responsabilité directe reliant le gouvernement aux employés publics qui rend ces derniers partisans et les secteurs exclus de la société mécontents. Cela peut s'avérer particulièrement difficile pour la stabilité démocratique dans les phases de crises économiques graves et de soulèvements populaires, conduisant dans certains cas à des coups d'État militaires. En conclusion, une bureaucratie professionnelle semble importante pour renforcer la légitimité, en particulier dans les contextes démocratiques qui ne sont pas encore totalement consolidés, pour réduire la probabilité d'un effondrement démocratique et pour stimuler une plus grande croissance économique.

Pour s'attaquer à ces questions urgentes et incontournables, l'État tunisien doit réformer sa bureaucratie. À moyen terme, cependant, un soutien important à cet égard peut certainement être fourni par la formation de travailleurs de l'État hautement compétents et professionnels. Une étape cruciale dans cette direction est le développement de programmes d'études modernes et internationalisés en sciences sociales. Les cols blancs employés dans la bureaucratie tendent à provenir en grande majorité des sciences humaines. Par conséquent, l'amélioration de la qualité des masters en sciences sociales, politiques et comportementales dans le système d'enseignement supérieur tunisien est aujourd'hui cruciale pour renforcer la professionnalisation des employés de l'État demain.





Raison d'être du document d'orientation

Ce document de synthèse s'inscrit dans le cadre du projet PACTUM et fait suite aux trois années d'activités du projet et en particulier à l'analyse actualisée des besoins du système d'enseignement supérieur tunisien dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales réalisée dans le cadre du WP1. Il a été réalisé grâce à une revue de littérature complète visant à identifier les cadres de gouvernance existants et grâce au développement d'une analyse personnalisée des dimensions clés avec le soutien et la collaboration des universités tunisiennes, qu'elles soient partenaires ou non du projet PACTUM. L'étude visait à identifier la situation actuelle des universités impliquées dans le projet et a permis d'identifier les besoins spécifiques à traiter dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales à travers le D2.1.

L'étude a été réalisée à partir d'une recherche documentaire, consistant à examiner la littérature pertinente et à recueillir l'expertise antérieure afin de développer une connaissance de base et de normaliser la compréhension des concepts et des terminologies liés à la gouvernance de l'enseignement supérieur parmi les institutions du consortium. Sur la base des résultats de la recherche documentaire, le rapport a été alimenté par les données d'une enquête soumise à l'ensemble des 13 EES publics tunisiens et les résultats des groupes de discussion qui ont été menés en ligne par l'équipe de l'UNIMED, chef de file du WP1. En outre, UNIMED a dressé dans ce rapport une carte de toutes les parties prenantes (acteurs internationaux et nationaux) qui a permis aux partenaires du projet PACTUM, en particulier les EES tunisiens, de connaître l'impact de chaque partie prenante au niveau institutionnel et national et de savoir comment les impliquer dans la conception du Master WP2. En raison de certaines circonstances internes, le Master PACTUM n'a pas obtenu l'accréditation du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en Tunisie, cependant le consortium PACTUM réitère l'importance de l'implication des ONG et autres associations de la société civile, des organisations professionnelles, des autorités publiques au niveau régional et national pour une meilleure réforme des politiques en sciences sociales, politiques et comportementales au niveau académique. Afin d'atteindre cet objectif important, ce document cherche à fournir quelques recommandations.





En outre, afin de rencontrer toutes les parties prenantes déjà répertoriées et mentionnées ci-dessus et d'enrichir le document de synthèse sur la réforme des politiques en sciences sociales, politiques et comportementales au niveau universitaire, un atelier consultatif sera organisé en Tunisie d'ici juillet 2024. Malgré la fin officielle du projet PACTUM, cette volonté et cet intérêt du consortium PACTUM soulignent et réitèrent l'engagement de tous les partenaires à maintenir vivante la discussion et la réflexion sur ce sujet pertinent pour le personnel académique des EES tunisiens impliqués, leurs étudiants et jeunes diplômés, les employés administratifs et publics et la société dans son ensemble.

Destinataires du document d'orientation:

Ce document d'orientation s'adresse aux groupes cibles suivants:

1) Les étudiants, qui sont les principaux bénéficiaires du projet PACTUM.

Un certain nombre de facteurs continuent de dominer le paysage politique et social tunisien, allant de l'illusion d'une véritable justice et des taux de chômage élevés à la polarisation idéologique, la corruption généralisée² et les problèmes économiques et sociaux. Ces défis sont incarnés par la jeunesse tunisienne, qui est généralement perçue comme les principaux instigateurs de la révolution du Jasmin³. En effet, il existe un large consensus sur le fait que les révolutions du printemps arabe ont été déclenchées par la jeunesse arabe qui a réalisé que "sa génération vivait dans un état liminal indigne de préadolescence"⁴. Après le printemps arabe, la jeunesse tunisienne a d'abord été optimiste quant à l'avenir en réclamant la dignité, la justice économique et l'émancipation politique. Mais leurs aspirations se sont transformées en frustration lorsque leurs espoirs de transformation socio-économique et politique ont

² Judith Butler, "'We, The People': Thoughts on Freedom of Assembly', in *What is a People*, ed. Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari and Jacques Rancière (New York: Columbia University Press, 2016), 49–64; and Mansouri, *Prospects for Democratization*.

³ Isabel Schafer, *Political Revolt and Youth Unemployment in Tunisia* (Basingstoke: Palgrave Macmillan); O. Somi, *Youth Policy in Tunisia: The Internationalization of Youth as a Public Policy Issue*, Power2Youth IRIS/CNRS, Working Paper No. 9, 2016; Alcinda M. Honwana, *Youth and revolution in Tunisia*, (London and New York: Zed Books Ltd and International African Institute, Royal African Society, and World Peace Foundation, 2013).

⁴ Chloe Mulderig, *An Uncertain future: Youth Frustration and the Arab Spring*, (Boston: Boston University Press, 2013)





commencé à s'estomper. Ils sont devenus de plus en plus sceptiques quant à la capacité et à la volonté des nouvelles élites politiques, au sein des gouvernements qui se sont succédé depuis 2011, d'opérer une transformation sociale significative et durable⁵.

Les étudiants devraient donc être au cœur de la réforme de l'enseignement supérieur, leurs besoins, leurs aspirations et leurs désirs devraient être pris en considération dans ce processus de réforme où l'enseignement supérieur joue un rôle central, où l'enseignement et l'apprentissage par le biais d'un nouveau programme de master en sciences sociales, politiques et comportementales devraient former une nouvelle classe de futurs dirigeants du pays. En fournissant aux étudiants et aux jeunes générations les outils pour comprendre un monde complexe et devenir des citoyens conscients de leurs droits et de leurs devoirs, cela servira également à former les employés publics de demain en Tunisie.

2) Le personnel enseignant, qui représente la deuxième groupe cible du projet.

Les enseignants, les formateurs, les chercheurs, les instructeurs devraient être continuellement formés dans un environnement multidisciplinaire et dans une perspective internationale, grâce à la formation par les pairs, aux échanges de bonnes pratiques et de connaissances avec les pairs européens. Grâce à une qualification et une formation continues, le personnel enseignant acquerra de nouvelles compétences et connaissances dans des domaines et des sujets qui ont été constamment négligés pendant la longue période autoritaire en Tunisie dans le domaine des sciences sociales, politiques et comportementales.

3) Employés du secteur public.

Dans le cadre de la mission de sensibilisation des universités, il convient de souligner l'importance d'impliquer les employés publics et d'autres acteurs locaux des autorités publiques et locales dans toutes les activités de formation et d'enseignement que les universités peuvent organiser dans le domaine susmentionné, dans le but ultime de générer de nouvelles générations de fonctionnaires publics bien préparés.

⁵ Honwana, Youth and revolution in Tunisia.



Par conséquent, ce document s'adresse également à ce profil de bénéficiaires qui devraient être inclus dans l'enseignement et l'offre académique dans les EES en Tunisie, visant à former les employés publics tunisiens avec les compétences nécessaires pour intervenir dans les politiques publiques et s'auto-réformer au sein de leur propre institution selon les principes de la transparence, de la responsabilité et de la méritocratie.

4) La société civile au sens large.

Dans le cadre des efforts continus d'amélioration de l'offre académique dans le domaine susmentionné, afin de doter les étudiants des compétences nécessaires et appropriées pour devenir les futurs dirigeants et d'avoir des employés publics mieux préparés, il est jugé urgent d'impliquer la société au sens large, et donc d'établir une coopération plus solide avec certaines des associations et organisations tunisiennes dans le domaine de la responsabilité politique et de la transparence. À cet égard, les établissements d'enseignement supérieur tunisiens sont invités à organiser des activités accessoires et satellites ouvertes à la communauté locale pour discuter et diffuser des idées sur la politique publique, la responsabilité, les droits de l'homme, la démocratie, les valeurs sociales, etc.

Les partenaires du projet PACTUM estiment que les universités, en collaboration avec la société civile, les autorités locales et publiques pourraient jouer un rôle décisif dans la promotion des politiques publiques et de l'auto-réforme dans le sens de la transparence, de la responsabilité et de la méritocratie dans la société tunisienne. Cependant, ils souhaitent mettre en relief certaines questions qu'ils jugent nécessaires d'examiner et de formuler des recommandations afin d'améliorer la professionnalisation du corps bureaucratique et sa capacité à formuler, mettre en œuvre et évaluer les politiques publiques.

Recommandations

1) **Nécessité de renforcer l'indépendance de l'enseignement des sciences politiques**

L'enseignement des sciences politiques en Tunisie fait toujours partie des offres éducatives proposées dans les facultés de droit alors qu'il n'y a pas de facultés ou d'instituts en Tunisie





dédiés exclusivement à l'enseignement des sciences politiques. L'absence d'une offre éducative complète dans le domaine des sciences politiques et éducatives est déterminée par une résistance encore présente au niveau de la gouvernance institutionnelle et universitaire et par la conviction profondément enracinée que les sciences politiques sont une branche du droit, et plus spécifiquement du droit public. A la lumière de ce qui précède, une coordination accrue et améliorée entre les universités, et en particulier entre le personnel académique impliqué dans l'enseignement des cours et des modules de sciences politiques, est attendue, afin d'augmenter les synergies et de dessiner un plan défini pour la construction d'une licence dédiée à l'enseignement des sciences politiques en Tunisie.

2) Modernisation des méthodes d'enseignement et d'apprentissage

Dans le cadre de l'autonomie académique accordée aux universités, des efforts devraient être faits pour faire progresser les méthodes d'enseignement et d'apprentissage et améliorer la qualité de l'éducation dans le domaine des sciences politiques et sociales. Les techniques d'enseignement doivent être modifiées pour répondre aux exigences sociales et technologiques. En outre, une méthode plus pratique et plus expérimentée devrait être promue et adoptée dans l'enseignement et la formation.

3) Accroître la pluridisciplinarité de l'offre tunisienne de formation en sciences politiques et sociales

Parallèlement au développement suggéré pour la modernisation des méthodes d'enseignement et d'apprentissage, la nécessité de renforcer la pluridisciplinarité de l'offre éducative en sciences politiques et sociales est cruciale. Dans cette perspective, les programmes actuels en sciences politiques et sociales devraient être davantage axés sur les aspects internationaux et diplomatiques ou sur la compréhension des mécanismes politiques internes.

Accroître la pluridisciplinarité de l'offre tunisienne de formation en sciences politiques et sociales, en incluant dans le futur master des cours et des modules dispensés directement par des acteurs jouant sur le terrain des relations internationales, tels que des diplomates, des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, des représentants d'ONG, réaliser un équilibre entre une formation théorique et une formation plus pratique et assurer des formations en langue anglaise sont autant d'éléments fondamentaux pour permettre d'atteindre non





seulement un niveau de formation plus élevé mais aussi un taux d'emploi plus important immédiatement après l'achèvement des cours de master..

4) Renforcer le rôle civique des universités pour aider les sociétés et les économies à achever ou améliorer une transition ou une consolidation démocratique.

La troisième mission des universités dans le système d'enseignement supérieur tunisien doit faire l'objet d'une attention particulière. Les universités tunisiennes ont le potentiel d'être le point de départ de l'avenir du pays, le pont entre l'éducation et le marché du travail, contribuant au développement local. Les activités de renforcement des capacités devraient permettre aux membres du personnel de nouer des relations fructueuses avec le secteur privé et les communautés locales, en faisant appel à des acteurs externes du domaine socio-économique afin de répondre aux besoins réels du marché du travail et de fournir aux étudiants les compétences nécessaires. Une attention particulière devrait être accordée aux mécanismes de suivi des étudiants pendant leur carrière universitaire et après l'obtention de leur diplôme. Il est recommandé de mettre l'accent sur l'employabilité et le placement, en s'appuyant sur le travail déjà en place et en renforçant les compétences du personnel administratif en matière de gestion et d'offre de services aux étudiants. Le rapprochement entre les établissements d'enseignement supérieur, le secteur privé, les entreprises et les centres de recherche est susceptible d'accroître l'employabilité des diplômés et de répondre efficacement aux besoins socio-économiques du pays.

5) Renforcer la capacité du personnel à gérer les opportunités d'internationalisation

La formation devrait mettre l'accent sur la gestion des relations internationales. Le renforcement des capacités devrait viser à former le personnel du département des bourses et des relations culturelles (en charge des relations internationales) à exploiter pleinement toutes les possibilités offertes par la coopération internationale. L'amélioration de la capacité des universités à gérer les opportunités d'internationalisation peut également permettre d'amplifier et de diversifier les sources de revenus des EES. Le renforcement des capacités du personnel à gérer les relations internationales aurait pour conséquence d'accroître le degré de transparence et de





responsabilité dans la gestion des fonds internationaux, ce qui pourrait à son tour permettre à l'université de disposer d'un plus large éventail de ressources financières.

6) Encourager les collaborations transversales et les partenariats grâce à une communication adaptée

Un partage d'informations personnalisées devrait être fourni en temps approprié et de manière transparente afin de faciliter les collaborations et les partenariats transversaux entre les universités, les acteurs locaux et publics, les étudiants, les jeunes et la société civile, et devrait être exploré plus avant par l'intermédiaire de plateformes multipartites. En effet, une collaboration approfondie créerait une synergie dans la promotion et la mise en œuvre de la professionnalisation du corps bureaucratique et de sa capacité à formuler, mettre en œuvre et évaluer les politiques publiques. Ensuite, un point de contact devrait être désigné au sein de chaque établissement supérieur concerné dans le but de fournir des informations détaillées et personnalisées et de créer des synergies et des collaborations entre tous ces acteurs.

Enfin, les partenaires de PACTUM invitent les responsables de l'enseignement supérieur et des universités, le personnel enseignant, les fonctionnaires, les décideurs politiques et les parties prenantes à tenir compte des considérations susmentionnées.

